

## **Interstats Méthode N° 20**

### **Analyse de la délinquance enregistrée selon la profession des victimes : un difficile état des lieux**

Juillet 2022

**Auteure :** Marianne Juillard

**Rédacteur en chef :** Aurélien Poissonnier

*Dans les données sur les crimes et les délits enregistrés par la police et la gendarmerie nationales en 2021, la profession de la victime est manquante dans 30 % des cas de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales) côté police et renseignée avec une valeur par défaut pour 8 % des cas côté gendarmerie. Cette information manquante/imprécise est source de biais statistiques lorsqu'on exploite les données brutes. Dès lors, on traite ce problème en redressant au total 20 % des professions par la méthode du hot deck métrique.*

*La part de certaines professions protégées par des articles de loi spécifiques (notamment policiers nationaux et gendarmes, mais aussi policiers municipaux, surveillants pénitentiaires, pompiers...) parmi les victimes enregistrées par la police et la gendarmerie pour violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales) est légèrement diminuée par l'imputation. La part des policiers nationaux et gendarmes passe de 24 % à 22 %<sup>1</sup>.*

*Cette proportion est relativement stable entre 2016 et 2021 et reste très nettement supérieure à la part que ces professions représentent dans la population française âgée d'au moins 18 ans (inférieure à 1 %). Cependant, il est difficile d'en tirer directement un diagnostic fiable sur la surexposition de certaines professions aux violences physiques ou verbales. En effet, des dispositions juridiques particulières (avec aggravation de peine encourue notamment) et un taux de dépôt de plainte très variable selon les professions biaisent les comparaisons.*

---

<sup>1</sup> Voir aussi Juillard, 2022, Interstat info rapide n° 21

## Table des matières

1. Introduction.....	3
2. Cohérence interne des données enregistrées par les services de police et de gendarmerie.....	7
a. Une saisie obligatoire de la profession dans le logiciel de rédaction des procédures de la gendarmerie, facultative dans celui de la police.....	7
b. L'identification des infractions liées à l'exercice de la profession .....	9
3. Une nécessaire imputation pour les professions manquantes côté police nationale .....	11
a. Les professions manquantes sont surreprésentées parmi les victimes d'atteintes sans lien avec leur travail. ....	12
b. Visées dans l'exercice de leur métier, 28 % des victimes de profession inconnue enregistrées par la police n'ont pas déposé plainte directement contre 17 % des victimes de profession connue... ..	13
c. En matière d'atteintes liées à l'exercice de la profession, une victime de profession manquante sur quatre a pour co-victime un policier. ....	15
d. Caractéristiques des victimes .....	15
e. Une proportion d'infraction unique plus importante pour les victimes de profession inconnue.....	17
f. Imputation des professions manquantes par la méthode du hot deck métrique .....	18
4. Une nouvelle répartition des professions après redressement des données.....	19
a. Effet du redressement sur la répartition des victimes par professions .....	19
b. Une répartition des victimes par profession stable depuis 2016.....	21
c. Des comparaisons entre professions difficiles à interpréter pour de multiples raisons.....	22
Bibliographie.....	25
 Encadré 1 : Source et méthode .....	5
Encadré 2 : Le redressement de la modalité « autre profession » dans les données enregistrées par les services de gendarmerie .....	19
Encadré 3 : Le cas particulier des élus.....	24

## 1. Introduction

Connaitre les professions les plus visées par des agressions physiques et verbales est un prérequis à la mise en place de politiques de sécurité ou de prévention adaptées. Cette connaissance est néanmoins imparfaite à ce stade.

Les données enregistrées par les services de police et de gendarmerie posent deux problèmes méthodologiques : le repérage de la profession des victimes dans les procédures d'une part et la distinction entre les atteintes commises dans l'exercice de la profession et les autres atteintes d'autre part.

Côté police nationale, le logiciel de rédaction des procédures ne requiert pas une saisie obligatoire de la profession des victimes lors de l'enregistrement d'un fait. En 2021, il en résulte que la profession est inconnue pour 30 % des victimes de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), criminelles ou délictuelles, enregistrées en commissariat. L'absence d'information sur la profession de la victime n'est cependant pas totalement aléatoire, ce qui permet de concevoir une méthode d'imputation. En gendarmerie nationale, si la saisie d'une profession de la victime est obligatoire, la modalité « autre profession » est nettement plus souvent cochée qu'en commissariat (8,2 % des victimes en gendarmerie contre 1,1 % en commissariat) et recouvre des données mal renseignées qui font aussi l'objet d'un redressement (Encadré 2). Cette information manquante/imprécise est source de biais statistiques lorsqu'on exploite les données brutes. Dès lors, on traite ce problème en redressant au total 20 % des professions par la méthode du hot deck métrique (Caron, 2005).

Ce redressement est appliqué sur 4 sous-groupes pour les données enregistrées par la police nationale : on distingue les victimes d'atteintes à dépositaire de l'autorité publique, les victimes d'atteintes à chargé de mission de service public, les autres victimes d'atteintes dans le cadre professionnel et les victimes d'atteintes sans lien explicite avec la profession. Pour chaque groupe de victimes, on impute les professions manquantes en utilisant l'âge, le sexe et la nationalité de la victime, la taille de l'unité urbaine de commission du fait, le type de l'infraction de référence de la victime (violence physique avec ou sans ITT, violence verbale), l'existence d'une plainte de la victime, le nombre d'autres victimes de l'infraction, le nombre de mis en cause pour l'infraction, la présence d'une autre infraction dans la procédure, la nature du lieu de commission de l'infraction et la profession des éventuelles autres victimes.

Pour les données enregistrées par la gendarmerie nationale, avec la même méthode, on redresse uniquement la modalité « autre profession », suspectée d'être plus fréquemment mal renseignée lorsque l'atteinte est spécifique aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou aux chargés de mission de service public. La méthode est alors appliquée séparément sur ces deux sous-groupes. La part de certaines professions protégées par des articles de loi spécifiques (notamment policiers nationaux et gendarmes, mais aussi policiers municipaux, surveillants pénitentiaires, pompiers...) parmi l'ensemble des victimes enregistrées par les services de police et de gendarmerie est légèrement diminuée par l'imputation. La part des policiers nationaux et gendarmes passe par exemple de 24 % à 22 %.

Après redressements, la répartition des victimes de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales) est stable par profession entre 2016 et 2021. Cependant, il est difficile d'en tirer directement un diagnostic fiable sur la surexposition de certaines professions aux violences physiques et verbales. En effet, des dispositions juridiques spécifiques aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées de mission de service public ou d'autres professions spécifiques augmente mécaniquement la part de ces professions parmi les victimes enregistrées. De plus, la propension à déposer plainte varie fortement d'une profession à une autre, ce qui a un impact direct

sur la répartition des professions des victimes enregistrées. Aussi, le rapprochement entre les données enregistrées par la police et la gendarmerie nationales avec les données sociodémographiques se heurte à des difficultés de nomenclature. Enfin, dans le cas spécifique des élus, les redressements sont inopérants et leur identification n'est pas assez fiable pour mesurer à partir des données de procédure l'intégralité des atteintes envers les élus et leur évolution.

## **Encadré 1 : Source et méthode**

### ***Délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales***

Dans le cadre de leur activité judiciaire, les forces de sécurité intérieure sont amenées à rédiger des procédures relatives à des crimes, délits ou contraventions, avant de les transmettre à l'autorité judiciaire qui est susceptible de les requalifier par la suite. Ces crimes, délits ou contraventions ont pu être constatés suite à une plainte déposée par une victime, à un signalement, un témoignage, un flagrant délit, une dénonciation, etc., mais aussi sur l'initiative des forces de sécurité. Les crimes et les délits (à l'exclusion des contraventions et des délits routiers), enregistrés pour la première fois par les forces de sécurité et portés à la connaissance de l'institution judiciaire sont comptabilisés suivant 107 index dans un document administratif appelé « État 4001 » (séries historiques du ministère de l'Intérieur). Cette classification en index, combinée à la nomenclature plus fine de *nature d'infraction*, permet d'étudier spécifiquement certaines atteintes.

L'analyse porte sur les crimes et délits d'atteintes physiques (hors violences sexuelles) et verbales enregistrés par les services de police et de gendarmerie en 2021 en France, envers des victimes âgées de 18 ans au moins en fin d'année 2021. Les violences intra familiales, qui, sur ce champ infractionnel, représentent un peu plus d'un tiers des victimes enregistrées par les services de police et de gendarmerie, ne sont pas prises en compte ici. Les données concernant les victimes d'infractions contraventionnelles ne sont pas disponibles en gendarmerie et sont donc exclues du champ d'étude. C'est le cas en particulier des violences simples sans incapacité totale de travail (ITT) ou avec une incapacité totale de travail inférieure ou égale à 8 jours. Les violences sans ITT sont en revanche délictuelles lorsqu'elles visent certaines professions dans l'exercice ou du fait de leur fonction, en particulier les personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées de missions de service public (article 222-13 du code pénal). Elles sont donc comptabilisées ici, ce qui augmente mécaniquement la part de ces professions parmi les victimes, par rapport aux professions qui ne sont pas concernées par cette disposition législative.

Chaque victime est comptée autant de fois qu'elle est associée à un crime ou un délit du champ infractionnel retenu. Cette étude porte ainsi sur 332 400 victimes en 2021, dont 147 500 victimes de violences physiques (hors violences sexuelles ou intrafamiliales) et 184 900 victimes de violences verbales (hors violences intrafamiliales).

### ***La nomenclature des professions dans les logiciels de rédaction des procédures de la police et de la gendarmerie***

Les modalités de professions présentes dans les logiciels de rédaction des procédures de la police et de la gendarmerie sont parfois redondantes, dans la mesure où coexistent des modalités génériques et leurs déclinaisons, rendant le classement des professions plus ou moins précis. Il existe ainsi une modalité « employé » et ses dizaines de déclinaisons selon le secteur d'activité. De même, on trouve une modalité « fonctionnaire », et ses déclinaisons pour chaque domaine d'exercice (douanes, impôts, éducation nationale, santé...). Pour les policiers et militaires, il existe les modalités génériques « fonctionnaire de police » et « militaire », ainsi que les modalités correspondant aux différents grades. Il en résulte qu'un policier victime peut être classé dans la modalité « fonctionnaire de police », ou dans la modalité

correspondant à son grade, mais aussi dans les modalités « fonctionnaire » ou « fonctionnaire du ministère de l'intérieur ». De même, il est possible que les gendarmes soient enregistrés dans la modalité « gendarme » ou dans les modalités correspondant à leur grade, qui sont alors partagées avec les autres militaires. Les regroupements de professions réalisés pour l'étude risquent donc de sous-estimer légèrement certaines catégories de profession :

- la catégorie « policiers nationaux » inclut les modalités correspondant à des grades de policier, et la modalité « fonctionnaire de police ». A titre indicatif, sont présentés dans l'étude les chiffres relatifs aux catégories « fonctionnaire » et « fonctionnaire du ministère de l'intérieur », qui peuvent contenir des policiers, surtout en matière d'infraction visant des personnes dans l'exercice de leur profession.
- la catégorie « gendarme » regroupe uniquement les modalités qui se réfèrent explicitement à des gendarmes. Les modalités correspondant à des grades de militaires sont regroupés dans une catégorie « autre militaire » : même si on peut y trouver des gendarmes, les volumes concernés sont réduits.

Les regroupements de professions ont été conçus dans le but de rapprocher la nomenclature utilisée par les services de police et de gendarmerie de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS), utilisée généralement pour décrire la structure de la population ou du marché du travail. A terme, l'objectif est en effet d'estimer l'exposition à certaines atteintes enregistrées par certaines catégories professionnelles, ce qui nécessite de reporter les volumes de faits enregistrés aux effectifs en population générale. Ce rapprochement des nomenclatures est toutefois difficile pour les policiers et gendarmes, dont les codes PCS regroupent d'autres professions à partir d'un certain grade. D'autres sources doivent alors être mobilisées pour estimer les effectifs de ces catégories, comme le système d'information sur les agents des services publics (SIASP, Insee). Pour d'autres types de professions, un rapprochement avec la nomenclature PCS est possible. Il s'agit des catégories :

- « Personnels de santé libéraux ou salariés », qui correspond à l'ensemble des professions que l'on a pu rattacher aux PCS 526, 311, 344, 343, 431, 432, 433, soit les médecins, aides-soignants, infirmiers, pharmaciens, kinés, psychologues, techniciens médicaux, qu'ils soient libéraux, salariés ou hospitaliers ;
- « Spécialistes de l'intervention socio-éducative, de l'animation socio-culturelle et des loisirs », qui regroupe les professions assimilables aux PCS 434 et 435 (éducateurs, animateurs socio-culturels) ;
- « Intervention sociale et domestique » qui regroupe des professions entrant dans le champ de la PCS 563 (assistantes maternelles, aides à domicile notamment) ;
- « Professeurs et autres personnels d'éducation » : enseignants du primaire, secondaire, du supérieur, conseillers principaux d'éducation, surveillants des établissements d'enseignement, soit les professions appartenant aux PCS 341, 342, 421, 422.

Le regroupement « autre métier de la sécurité » inclut essentiellement des agents de sécurité, à l'exception des agents de sécurité des transports, lesquels sont regroupés avec les autres agents des transports, du fait de la spécificité de la délinquance dans les transports. Cette dernière catégorie de profession est particulièrement difficile à rapprocher de la nomenclature PCS.

### **Définitions**

**Personne dépositaire de l'autorité publique (PDAP)** : agent public qui dispose de par sa fonction d'un pouvoir de sanction et/ou de contrainte. Exemples : policier, gendarme, juge.

**Personne chargée d'une mission de service public (CMSP)** : agent privé à qui les pouvoirs publics ont confié la gestion d'une politique publique. Exemples : contrôleur SNCF, sapeur-pompier, chauffeur de bus.

## 2. Cohérence interne des données enregistrées par les services de police et de gendarmerie

Comme dans toute base administrative, les données des procédures enregistrées par la police nationale (PN) et la gendarmerie nationale (GN) sont avant tout collectées dans un but judiciaire ou opérationnel et la qualité de remplissage d'une information peut varier selon l'utilité de la variable. Une variable peu utile aura tendance à être plus fréquemment manquante ou renseignée par une modalité générique.

Les données enregistrées par la police et la gendarmerie nationales comportent des informations connexes à la profession de la victime qui permettent d'évaluer la qualité de ce remplissage.

### a. Une saisie obligatoire de la profession dans le logiciel de rédaction des procédures de la gendarmerie, facultative dans celui de la police

En matière de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), de nature délictuelle ou criminelle, une incertitude pèse sur la profession de 30,4 % des victimes enregistrées par les services de police nationale (PN) et 8,2 % des victimes enregistrées par les services de gendarmerie nationale (GN) en 2021.

Côté PN, la profession des victimes n'est pas enregistrée dans 30,4 % des cas (Tableau 1). Cette proportion est en hausse depuis 2017 (27,4 %). En GN, la profession est toujours indiquée mais la modalité « autre profession » est nettement plus fréquente qu'en PN (8,2 % contre 1,1 %). Il est donc possible que cette modalité mélange des professions inconnues de l'agent saisissant la procédure avec des professions mal renseignées (Encadré 2). Il est à l'inverse possible que des professions non trouvées dans la nomenclature aient été laissées à blanc en PN plutôt que d'être classées en « Autre profession ».

On constate quelques différences dans la structure de la population des victimes entre la police et la gendarmerie. Ainsi, la part des policiers municipaux et agents de transport est plus faible parmi les victimes enregistrées par la gendarmerie. A l'inverse, les services de la gendarmerie enregistrent une plus grande part de victimes élues, les élus (notamment municipaux) étant relativement plus nombreux en zone rurale. La part des retraités, chômeurs et inactifs est également plus importante parmi les victimes enregistrées par la gendarmerie. Enfin, les policiers sont très peu nombreux parmi les victimes enregistrées par la gendarmerie et réciproquement les gendarmes très peu représentés parmi les victimes enregistrées côté police.



Tableau 1 : Profession des victimes de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), délictuelles ou criminelles enregistrées en 2021 selon le service à l'origine de l'enregistrement

	ORIGINE		Ensemble
	PN	GN	
Policier national	19,5	0,4	12,8
Policier municipal	3,4	1,9	2,9
Surveillant de l'administration pénitentiaire	1,4	1,6	1,5
Gendarme	0,1	18,2	6,5
Pompier	0,8	0,8	0,8
Autre militaire	0,2	0,9	0,5
Autre métier de la sécurité	1,4	0,8	1,2
Agent des transports	2,9	0,8	2,2
Personnels de santé libéraux ou salariés	1,9	2,9	2,3
Spécialiste de l'intervention socio-éducative, de l'animation socio-culturelle et des loisirs	1,8	2,2	1,9
Professeur ou autre personnel d'éducation	1,8	2,7	2,1
Modalité « Fonctionnaire »	0,8	0,5	0,7
Fonctionnaire du ministère de l'intérieur	0,8	0	0,5
Intervention sociale et aide domestique	0,4	0,9	0,6
Elu	0,3	1,4	0,7
Chômeur, inactif autre que retraité	8,5	14,8	10,7
Retraité	1,8	6,1	3,3
Elève, étudiant	2,6	3,3	2,9
Modalité 'autre profession'	1,1	8,2	3,6
Autre	18	31,5	22,8
Non renseigné	30,4	0	19,8
Ensemble des victimes	100	100	100
Ensemble (nombre de victimes)	116 400	216 000	332 400

Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrées par la police et la gendarmerie.

Champ : personnes âgées de 18 ans ou plus à la fin de l'année 2021, France

Note de lecture : 8,2 % des victimes enregistrées par les services de gendarmerie en 2021 sont classées dans la modalité « autre profession », contre 1,1 % des victimes enregistrées par les services de police.

## b. L'identification des infractions liées à l'exercice de la profession

Quand l'infraction a « lieu dans l'exercice ou du fait de ses fonctions, lorsque la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur »<sup>2</sup>, la catégorisation de l'atteinte (par l'index de l'Etat 4001 ou la nature d'infraction - natinf) peut mentionner explicitement la qualité de personne dépositaire de l'autorité publique (PDAP) ou chargée de mission de service public (CMSP)<sup>3</sup> de la victime. Il s'agit en effet d'une circonstance aggravante de l'infraction qui permet ainsi de contrôler la cohérence de la profession renseignée. De surcroît, pour certaines professions les natinf peuvent être spécifiques, comme les pompiers, les élus, les professionnels de santé, les personnes exerçant une activité privée de sécurité<sup>4</sup>. A partir de 2022, les natinf portant sur les violences à PDAP seront déclinées en de nouvelles natinf par profession<sup>5</sup> (policier national, policier municipal, gendarme, surveillant pénitentiaire), ce qui devrait permettre un meilleur repérage des atteintes concernant chacune de ces professions.

Cependant, s'il existe d'autres circonstances aggravantes, des infractions visant ces professions spécifiques dans l'exercice de leur métier peuvent échapper à la catégorisation par la natinf ou l'index en étant classée comme atteinte avec plusieurs circonstances aggravantes (sans précision).

La confrontation entre la profession de la victime et sa qualité telle que mentionnée à travers la natinf ou l'index utilisé(e) révèle certaines incohérences.

Ainsi, des personnes sont victimes d'infractions dont la natinf leur attribue à tort la qualité de PDAP, si l'on en juge par la profession saisie qui est plutôt celle d'une personne de qualité CMSP (professionnels de santé, enseignants), voire une autre profession ou statut (étudiant, retraité, autre inactif, chômeur). Ces cas sont cependant assez marginaux (Tableau 2). Aussi, il n'est pas exclu que parmi eux se trouvent des personnes élues par ailleurs (Encadré 3), ce qui leur conférerait la qualité de PDAP. En outre, l'étude des résumés de procédures sur un échantillon de victimes indique que la plupart des victimes d'atteintes à PDAP classées dans les modalités génériques « fonctionnaire du ministère de l'intérieur » ou « fonctionnaire » (soit environ 2,7 % des atteintes à PDAP) sont plus précisément des policiers nationaux ou municipaux, ou des surveillants d'administration pénitentiaire. Ainsi, les policiers nationaux ou municipaux, les gendarmes et les surveillants pénitentiaires, si l'on y ajoute les « fonctionnaires » et « fonctionnaires du ministère de l'intérieur », représentent 82 % des victimes recensées d'atteintes à PDAP. Autres militaires et élus inclus, la proportion de victimes dont la profession peut être considérée comme cohérente avec la nature d'infraction « à PDAP » atteint 84 %, soit 93 % des seules professions bien saisies. Cette proportion est stable depuis 2016.

Concernant les atteintes à CMSP, la part des professions non renseignées est plus importante (17,7 %). Lorsque la profession est connue, elle est cohérente avec la nature de l'infraction « à CMSP » dans plus de 8 cas sur 10, en considérant une définition assez large de cette qualité<sup>6</sup> et en incluant les professions correspondant à des PDAP. Si on ne considère pas le classement de certains PDAP en CMSP comme une incohérence, les professions des victimes d'infraction « à CMSP » semblent donc correspondre à des CMSP dans une large majorité des cas. Certaines atteintes à CMSP concernent par ailleurs des personnes classées dans les modalités génériques « directeur » ou « employé » qui peuvent également correspondre à des CMSP.

---

<sup>2</sup> [articles 222-7 à 222-16-3 du Code pénal](#) définissant les violences volontaires

<sup>3</sup> Voir Encadré 1 : Source et méthode

<sup>4</sup> Au sens des articles L611-1 et L621-1 du code de sécurité intérieure

<sup>5</sup> Loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure

<sup>6</sup> Pompiers, agents de transport, personnels de santé, intervenants sociaux, personnels d'éducation, mais aussi tous les fonctionnaires classés dans diverses modalités

Les infractions pour lesquelles des natinf spécifiques existent sont généralement associées à une profession cohérente : 85 % des infractions envers un professionnel de santé visent des victimes dont la profession saisie correspond effectivement à un professionnel de santé. De même, pour les trois quarts des infractions envers un pompier, la profession saisie est bien « pompier » ; dans 3,5 % des cas, la victime est classée comme professionnel de santé et dans 2,5 % des cas comme militaire. Concernant les personnes exerçant une activité privée de sécurité, la cohérence semble un peu moins bonne, puisque la profession entre dans le regroupement « autre métier de la sécurité » dans seulement 62 % des cas. Mais le champ des professions ciblées par ces natinf ne correspond pas parfaitement au regroupement effectué dans l'étude, celui-ci ne répondant pas uniquement à une logique législative mais aussi à un objectif de comparaison des volumes de victimes avec les effectifs dans la population française (Encadré 1).

Dans le logiciel de rédaction des procédures de la police nationale, la distinction entre atteintes commises dans l'exercice de la profession et les autres atteintes peut aussi se faire grâce à une rubrique « mode opératoire » qui permet de décrire certaines caractéristiques de l'infraction, et notamment si la victime est « visée dans l'exercice de sa profession ». Mais cette variable n'est pas toujours complétée : elle est ainsi manquante pour un tiers des victimes de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales) en 2021. Même si cette variable ne donne pas d'indication particulière sur la profession de la victime, elle permet de savoir si cette indication peut avoir un intérêt particulier pour la procédure et donc mieux comprendre pourquoi elle serait mal enregistrée (cf. infra).

En dépit des réserves énoncées ci-dessus, on distinguera par la suite les atteintes commises dans l'exercice de la profession des autres atteintes sur la base des informations apportées par le libellé de la natinf, l'index de l'Etat 4001 et la rubrique mode opératoire.

Tableau 2 : Répartition (%) des violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), délictuelles ou criminelles envers personne dépositaire de l'autorité publique, ou personne chargée de mission de service public ou autre profession spécifiée par la natinf, selon la profession de la victime en 2021

	infraction "à PDAP"	infraction "à CMSP" ou autre profession spécifiée par la natinf
Policier national	43,5	1,3
Policier municipal	8,9	2,4
Surveillant de l'administration pénitentiaire	4,6	0,7
Gendarme	22,3	0,6
Pompier	0,2	5,8
Autre militaire	0,7	0,3
Autre métier de la sécurité	0,2	2,4
Agent des transports	0,7	12,4
Personnels de santé libéraux ou salariés	0,2	7,7
Spécialiste de l'intervention socio-éducative, de l'animation socio-culturelle et des loisirs	0,2	11,4
Professeur ou autre personnel d'éducation	0,5	10,2
Modalité « Fonctionnaire »	0,9	1,3
Fonctionnaire du ministère de l'intérieur	1,8	0,1
Intervention sociale et aide domestique	0,0	0,3
Elu	1,2	2,3
Chômeur, inactif autre que retraité	0,3	0,3
Retraité	0,3	0,6
Elève, étudiant	0,1	0,3
Modalité 'autre profession'	1,2	4,5
Autre	1,9	17,7
Non renseigné	10,3	17,7
Ensemble des victimes	100	100
Ensemble (nombre de victimes)	92 000	37 700

Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrées par la police et la gendarmerie.

Champ : personnes âgées de 18 ans ou plus à la fin de l'année 2021, France

Note de lecture : 43,5 % des victimes d'infraction dont la natinf ou l'index mentionne la qualité de PDAP de la victime sont identifiés dans la nomenclature des professions de la police nationale comme des policiers nationaux, et 10 % des victimes n'ont pas de profession indiquée.

### 3. Une nécessaire imputation pour les professions manquantes côté police nationale

En l'absence de redressement des professions manquantes, le décompte des atteintes selon la profession des victimes risque de ne pas refléter la réalité, si les victimes dont la profession est (in)connue ne sont pas représentatives de l'ensemble des victimes. Il est donc essentiel d'examiner les

caractéristiques des victimes et des faits qu'elles subissent, de manière à établir si le profil des victimes de profession inconnue est comparable à celui de l'ensemble des victimes dont la profession est saisie. Dans le cas contraire, la mise en œuvre d'une méthode d'imputation, fondée sur les différences observées entre les personnes dont la profession est manquante et les autres, est nécessaire. Les problèmes de valeurs manquantes pour la profession étant ciblés sur le logiciel de rédaction des procédures de la PN, seules les atteintes enregistrées en commissariat sont étudiées dans cette partie : elles représentent 65 % des victimes étudiées ici en 2021. Les données de la gendarmerie font toutefois également l'objet d'une expertise afin d'évaluer la fiabilité du classement dans la modalité « autre profession » d'un certain nombre de victimes (Encadré 2).

#### a. Les professions manquantes sont surreprésentées parmi les victimes d'atteintes sans lien avec leur travail.

42 % des atteintes physiques ou verbales (hors infractions intra familiales et violences sexuelles) enregistrées en commissariat sont des atteintes à PDAP, CMSP ou autres professions spécifiques identifiées par la natinf ou l'index (Tableau 3). S'y ajoutent 3 % de faits dont seul le mode opératoire précise que la victime est visée dans l'exercice de sa profession. Pour 55 % des atteintes, aucun lien avec l'exercice de la profession n'est donc mentionné.

Les professions manquantes en PN se concentrent en revanche sur les atteintes sans lien avec le travail, qui représentent près des trois quarts des données absentes. Les atteintes à PDAP constituent 53 % du quart restant, quand cette proportion atteint 65 % pour l'ensemble des victimes.

Pour 96 % des policiers nationaux ou municipaux victimes, il est fait état d'un lien avec la profession, que ce soit par la natinf, l'index ou le mode opératoire. Les victimes d'atteintes à PDAP dont la profession est connue sont des policiers nationaux ou municipaux dans 9 cas sur 10. La probabilité qu'une victime de profession inconnue subissant une atteinte de ce type soit policier est donc importante. Le croisement avec d'autres informations, telles que la présence d'autres victimes de l'infraction et leur qualité tend d'ailleurs à confirmer cette hypothèse.

La part des atteintes en lien avec le travail est stable depuis 2016. Toutefois, elle a fortement augmenté pour certaines catégories de professions, comme les professionnels de santé et les personnes exerçant une activité privée de sécurité (de 45 % en 2016 à 54 % en 2021 pour les professionnels de santé, et de 35 % à 48 % pour les agents de sécurité).

Sur le périmètre infractionnel retenu ici (violences physiques ou verbales hors violences sexuelles ou intrafamiliales), 69 % des atteintes de nature délictuelle ou criminelle répertoriées par les services de police comme étant liées à l'exercice de la profession sont des violences verbales, 19 % des violences physiques sans ITT, 12 % des atteintes physiques avec ITT. La proportion de violences verbales atteint respectivement 76 %, 80 % et 92 % pour les policiers municipaux, les professeurs et les élus. Les violences sont en revanche plus fréquemment physiques lorsqu'elles concernent des spécialistes de l'intervention socio-éducative, de l'animation socio-culturelle et des loisirs (48 %), mais 63 % d'entre elles n'entraînent pas d'ITT. Les défauts de saisie de la profession dans les logiciels de rédaction se répartissent entre ces différentes atteintes conformément à la moyenne des atteintes liées à l'exercice de la profession.

Concernant les atteintes s'exerçant hors du cadre du travail, ce sont les atteintes physiques qui dominent (57 % des atteintes). Certaines professions sont relativement moins touchées par les violences physiques hors cadre professionnel que la moyenne : seules 10 % des atteintes envers les

élus sont physiques, 30 % des atteintes aux surveillants de prison, 36 % de celles infligées aux professeurs et autres personnels d'éducation et 40 % de celles qui visent les policiers nationaux. En revanche, les professions inconnues se concentrent sur les violences physiques, dans une proportion légèrement supérieure à la moyenne (60 % contre 57 %).

*Tableau 3 : Répartition par profession (%) des violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), délictuelles ou criminelles enregistrées par les services de police en 2021 et visant certains groupes professionnels selon qu'elles sont liées ou non au travail*

	natinf ou index mentionnant la qualité de la victime	mode opératoire mentionnant un lien avec l'exercice de la profession	autre infraction
Policier national	95,6	1,8	2,7
Policier municipal	95,4	1,8	2,8
Surveillant de l'administration pénitentiaire	91,8	4,0	4,2
Pompier	86,4	4,3	9,3
Gendarme ou autre militaire	49,0	2,7	48,3
Autre métier de la sécurité	27,8	20,6	51,6
Agent des transports	76,9	7,0	16,1
Personnels de santé libéraux ou salariés	47,6	6,3	46,1
Spécialiste de l'intervention socio-éducative, de l'animation socio-culturelle et des loisirs	72,2	8,7	19,1
Professeur ou autre personnel d'éducation	62,6	7,3	30,2
Intervention sociale et aide domestique	4,9	2,5	92,6
Elu	76,4	5,9	17,7
Non renseigné	24,6	2,6	72,9
Ensemble des victimes	41,9	3,3	54,8
<i>Ensemble (nombre de victimes)</i>	<i>90 500</i>	<i>7 100</i>	<i>118 400</i>

*Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrées par la police nationale*

*Champ : personnes âgées de 18 ans ou plus à la fin de l'année 2021, France*

*Note de lecture : en 2021, pour 96 % des policiers nationaux victimes, la natinf ou l'index mentionne la qualité de la victime.*

#### b. Visées dans l'exercice de leur métier, 28 % des victimes de profession inconnue enregistrées par la police n'ont pas déposé plainte directement contre 17 % des victimes de profession connue

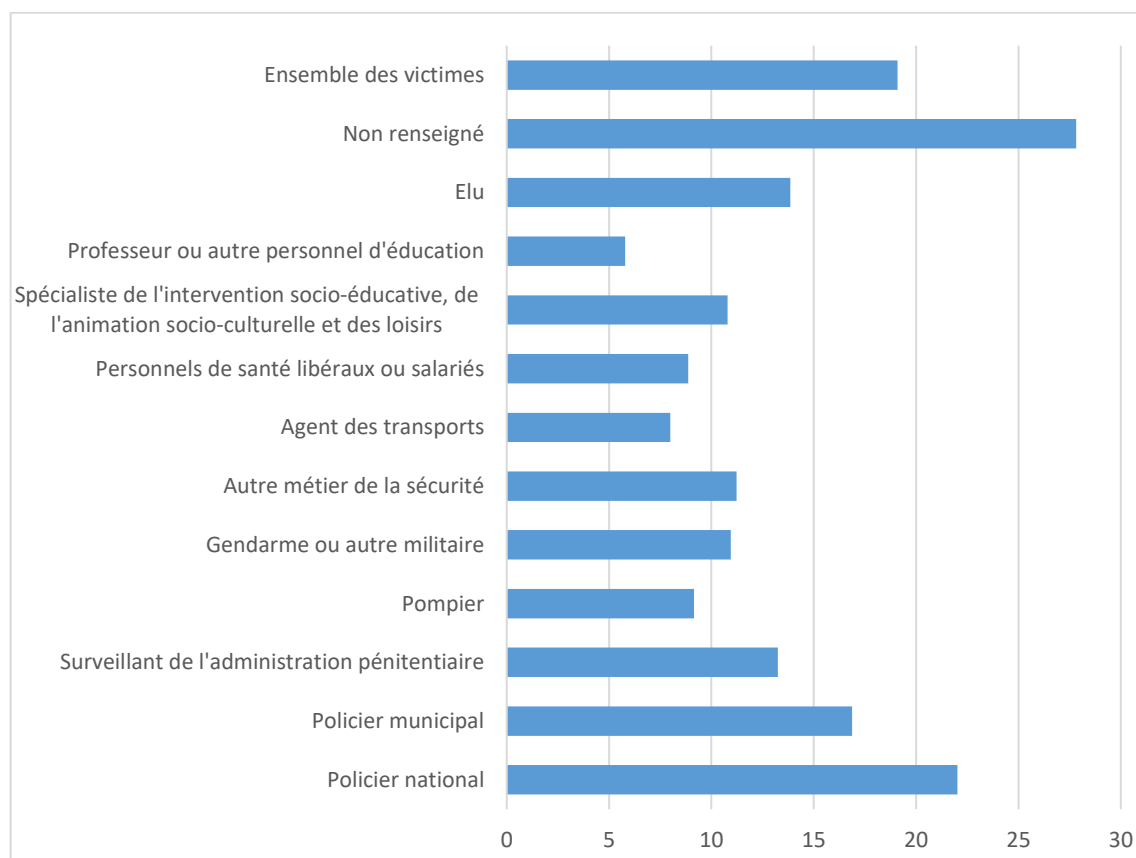
Les crimes et délits enregistrés par les forces de sécurité ont pu être constatés suite à une plainte déposée par une victime, mais une victime peut aussi être enregistrée suite à un signalement, un témoignage, un flagrant délit ou une dénonciation.

Ainsi, pour 19 % des victimes d'atteintes physiques et verbales enregistrées par les services de police et liées à l'exercice de la profession, l'infraction n'a pas fait l'objet d'une plainte directe de leur part

(Graphique 1). Cette proportion est plus importante pour les policiers nationaux (22 %) que pour les autres groupes de professions étudiés, les faits concernant les premiers pouvant logiquement être connus des services sans qu’une plainte individuelle soit nécessaire. L’absence d’information concernant la profession semble liée à l’éventuel dépôt de plainte par la victime elle-même, puisque 28 % des victimes dont la profession est manquante sont dans ce cas contre 17 % pour les victimes de profession connue.

La proportion d’atteintes enregistrées en lien avec le travail pour lesquelles une plainte est saisie est relativement stable depuis 2016. Elle est toutefois en baisse pour les victimes dont la profession n’est pas saisie, puisqu’elle est passée de 33 % en 2016 à 28 % en 2021.

*Graphique 1 : Part des violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), délictuelles ou criminelles en lien avec l’exercice de la profession, dont l’enregistrement par les services de police ne fait pas suite à une plainte de la victime elle-même*



Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrées par la police nationale

Champ : personnes âgées de 18 ans ou plus à la fin de l’année 2021, France

Note de lecture : pour 19 % des victimes enregistrées en 2021, l’infraction n’a pas fait l’objet d’une plainte directe de leur part.

Pour 48 % des violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), délictuelles ou criminelles, aucun mis en cause n’est enregistré dans la procédure. Cette situation est moins répandue parmi les atteintes liées à l’exercice de la profession, 28 % d’entre elles n’ayant pas de mis en cause. Ce chiffre relativement bas s’explique par le fait que les policiers nationaux ou municipaux représentent près de la moitié des victimes de ces atteintes : ceux-ci ont les moyens d’interpeller immédiatement les auteurs de violences à leur égard, et les violences peuvent même intervenir à la suite d’une interpellation pour une autre infraction, d’où une faible proportion d’infractions sans mis

en cause (respectivement 12 % et 18 % pour les policiers nationaux et municipaux). A contrario, cette proportion atteint 68 % pour les élus, 60 % pour les professionnels de santé, 59 % pour les professeurs et autres personnels d'éducation. Elle est de 31 % pour les victimes dont la profession est manquante.

#### c. En matière d'atteintes liées à l'exercice de la profession, une victime de profession manquante sur quatre a pour co-victime un policier.

La profession des victimes est très liée au nombre de victimes associées à l'infraction, en particulier lorsqu'il s'agit d'une atteinte dans l'exercice de la profession : si pour 59 % des victimes d'une infraction de ce type il existe une autre victime, cette proportion ne dépasse pas 10 % pour les élus, 21 % pour les professeurs ou autres personnels d'éducation. A l'inverse, cette situation concerne 75 % des policiers nationaux, 74 % des pompiers et 71 % des policiers municipaux. Par ailleurs, les policiers et pompiers ont souvent des co-victimes de même profession (69 % pour les policiers nationaux, 63 % pour les policiers municipaux, 63 % pour les pompiers). Ces résultats sont liés à l'organisation du travail, selon qu'il est souvent effectué en groupe (une équipe de policiers, de pompiers) ou seul (par exemple les professeurs). 55 % des victimes dont la profession est inconnue sont associées à une autre victime au moins, et une sur quatre à un agent de la police nationale ou municipale. Or, dans le contexte professionnel, il est rare qu'une victime qui n'est pas policier ait pour co-victime un policier (5 % des cas). Il est donc probable qu'une personne de profession inconnue victime de la même infraction qu'un policier soit elle-même policier, la natinf mentionnant d'ailleurs la qualité de PDAP des victimes dans 90 % de ces situations. Une revue des résumés d'un échantillon de procédures semble valider cette hypothèse, ceux-ci ne faisant généralement pas état d'autres victimes que des policiers. En l'absence d'autres victimes policières, il est moins aisé de déduire la profession des victimes lorsque celle-ci est inconnue. La mobilisation d'autres informations est alors nécessaire.

Dans cette optique, le lieu de commission de l'infraction offre une indication intéressante quant à la profession des victimes, bien qu'il ne soit pas toujours précisé, en particulier dans les cas où la profession est elle-même manquante (26 % de lieux manquants, contre 21 % pour l'ensemble des victimes). Toutefois, certaines professions sont souvent associées à un type de lieu, notamment leur lieu de travail dans le cas des atteintes liées à l'exercice de la fonction. Ainsi, les agents des transports sont victimes dans les transports dans 9 cas sur 10, les enseignants et autres personnels de l'éducation dans les établissements d'enseignement dans 3 cas sur 4, les personnels de santé dans les établissements de santé dans 3 cas sur 4 également. La répartition des professions manquantes selon le lieu ne permet pas de dégager un profil particulier, mais le lieu étant fortement lié à certaines professions, il peut aider à l'imputation. Les policiers nationaux comme les policiers municipaux dans l'exercice de leurs fonctions sont plus souvent visés sur la voie publique (respectivement 59 % et 79 %, contre 41 % de l'ensemble des victimes), à l'inverse des victimes dont la profession est inconnue, qui sont seulement 34 % dans ce cas.

#### d. Caractéristiques des victimes

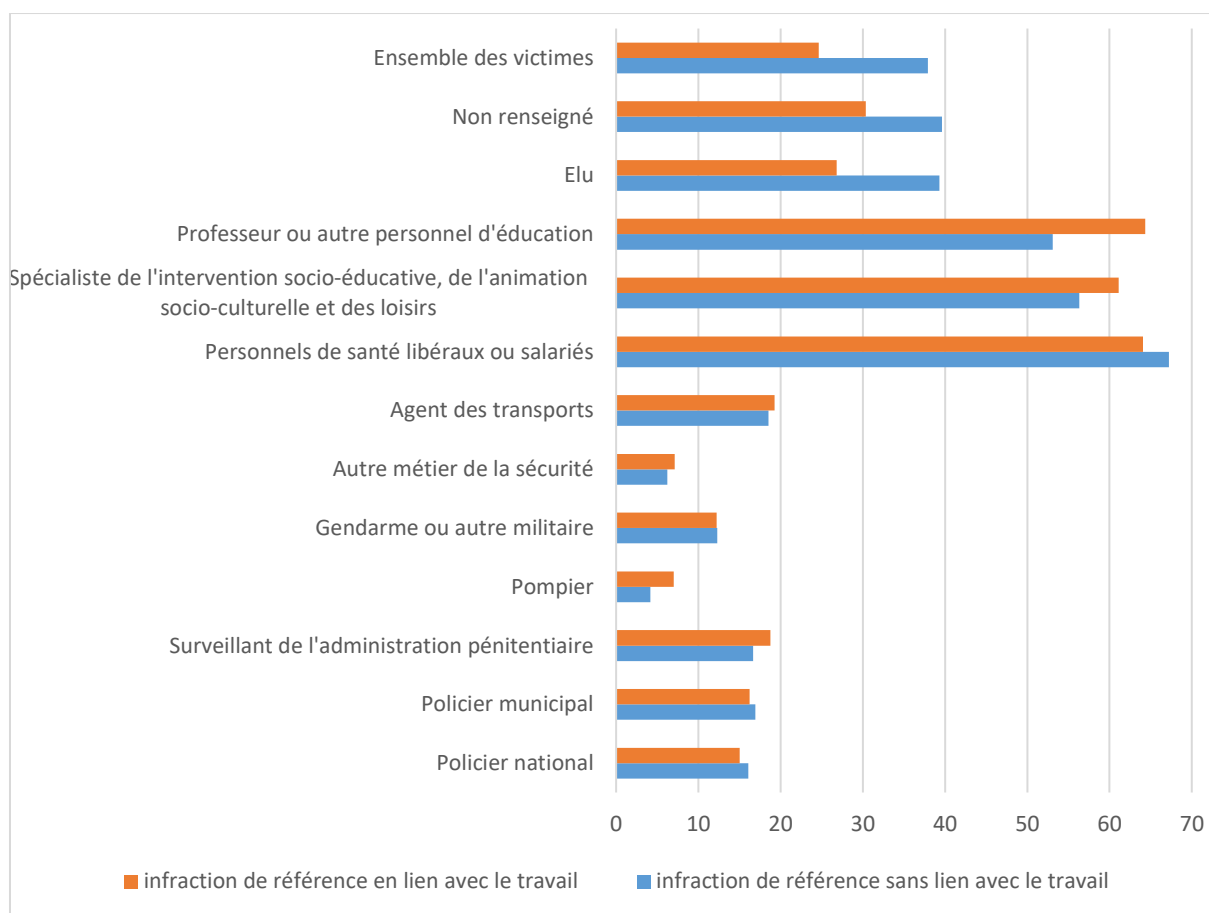
On s'intéresse ici plus particulièrement aux caractéristiques des victimes, dans le but de mettre en évidence des différences entre groupes professionnels susceptibles d'être utiles à l'imputation des professions manquantes.

On montre notamment que le sexe des victimes, leur âge et leur nationalité sont des variables qui pourraient aider à imputer la profession lorsqu'elle est manquante.



Les femmes représentent environ un tiers des victimes d'atteintes physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), délictuelles ou criminelles, enregistrées par les services de police. Elles sont moins représentées parmi les victimes d'atteintes en lien avec le travail (25 %, contre 38 %, Graphique 2). La part des femmes est supérieure à la moitié parmi les victimes travaillant dans l'éducation, le social et la santé et inférieure à 20 % parmi les victimes travaillant dans les métiers de la sécurité, reproduisant ainsi la plus faible féminisation de ces dernières professions. Pour les professions non-renseignées, la part de femmes parmi les victimes est proche de 40 % pour les atteintes sans lien avec le travail et atteint 30 % pour les atteintes en lien avec le travail. Ces proportions sont plus élevées que pour l'ensemble des professions, ce qui indique que l'absence d'information sur la profession n'est pas totalement aléatoire.

*Graphique 2 : Proportion (%) de femmes parmi les victimes de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), délictuelles ou criminelles enregistrées par les services de police en 2021, selon la profession*



Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrées par la police nationale

Champ : personnes âgées de 18 ans ou plus à la fin de l'année 2021, France

Note de lecture : les femmes représentent 38 % des victimes d'infractions sans lien avec l'exercice de la profession

Certaines professions étant réservées aux personnes de nationalité française (policier national ou municipal, de gendarme, de surveillant de l'administration pénitentiaire, celle de pompier - sauf exception), la nationalité de la victime est également pertinente pour la correction des professions manquantes. Il faut cependant tenir compte du grand nombre de touristes visitant la France et qui

peuvent exercer ces professions dans leur pays. On compte 17 % de victimes de profession inconnue dont la nationalité est étrangère. Cette proportion est nettement plus faible lorsque l'atteinte est liée à l'exercice de la profession (3 %). Dans ce cas, on peut légitimement penser qu'il s'agit de résidents en France et donc qu'ils ne peuvent exercer les professions réservées aux personnes de nationalité française.

Les moins de 30 ans représentent 33 % des victimes majeures de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales) commises hors contexte professionnel, soit deux fois leur part dans la population majeure au 1<sup>er</sup> janvier 2022<sup>7</sup>. Les 30-44 ans sont eux-aussi surreprésentés parmi les victimes (35 %, contre 23 % dans l'ensemble de la population majeure), tandis que les 60 ans et plus représentent seulement 9 % des victimes (contre 34 % des personnes majeures en population générale).

Les personnes victimes dans l'exercice de leur profession se concentrent davantage sur la tranche d'âge des 30-44 ans (46 % des victimes). Les moins de 30 ans représentent 23 % des victimes de ce type d'atteintes. L'âge des victimes est un critère qui différencie sensiblement les policiers nationaux des policiers municipaux. Seuls 11 % de ces derniers ont moins de 30 ans, contre 26 % des premiers. Les enseignants et autres personnels d'éducation sont plus âgés que la moyenne, puisque seuls 11 % ont moins de 30 ans. A contrario, les gendarmes et militaires appartiennent à 46 % à cette tranche d'âge, et les éducateurs et animateurs à 29 %. Cette tranche d'âge est également légèrement surreprésentée parmi les professions manquantes (27 %). De la même façon que pour le sexe, on peut en déduire que l'absence d'information sur la profession n'est pas totalement aléatoire.

#### e. Une proportion d'infraction unique plus importante pour les victimes de profession inconnue

On s'intéresse ensuite plus particulièrement aux caractéristiques des procédures et à leurs différences entre groupes professionnels, lesquelles seront utiles à l'imputation des professions manquantes.

Pour 56 % des victimes d'une atteinte physique ou verbale (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), la procédure comporte au moins une autre infraction, dont la victime peut être une autre personne. Plus particulièrement, 46 % des victimes font partie d'une procédure intégrant une autre infraction relevant des atteintes aux personnes<sup>8</sup>. Cette situation concerne près de 3 policiers nationaux sur 4, mais seulement 32 % des élus et 31 % des professeurs et autres personnels d'éducation. Les victimes de profession inconnue se situent en-dessous de la moyenne (38 %).

Cette multiplicité d'infractions est plus fréquente dans le cas des atteintes en lien avec l'exercice de la profession : 70 % des victimes de ce type d'atteinte se trouvent ainsi dans une procédure comportant au moins une autre infraction. 63 % des victimes font notamment partie d'une procédure comprenant une autre infraction relevant des atteintes aux personnes. Cette proportion est moindre pour les victimes de profession manquante (59 %). Les policiers nationaux sont à l'inverse les plus concernés (74 %). En outre, pour 12 % des victimes, une atteinte aux biens non violente figure dans la procédure. En particulier, 16 % des policiers victimes le sont dans le cadre d'une procédure comportant une atteinte de ce type, comme 15 % des victimes exerçant un autre métier de la sécurité, ou 14 % des personnes spécialistes de l'intervention socio-éducative, ou de l'animation. Les enseignants et autres

---

<sup>7</sup> Insee, estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2022 (résultats provisoires à fin 2021)

<sup>8</sup> Atteintes aux personnes au sens de la nomenclature française des infractions, c'est-à-dire physiques ou verbales y compris violences sexuelles et intrafamiliales

personnels d'éducation se différencient ici, puisqu'ils ne sont que 3 % dans ce cas. Le profil des victimes de profession inconnue est ici semblable à celui de l'ensemble des victimes.

#### f. Imputation des professions manquantes par la méthode du hot deck métrique

Au vu des statistiques présentées, il apparaît que, pour un certain nombre de critères, la distribution des victimes de profession inconnue n'est pas la même que celle de l'ensemble des victimes enregistrées par les services de police. En particulier, les professions manquantes se concentrent davantage sur les atteintes non liées à la profession ; parmi les atteintes en lien avec la profession, les atteintes à PDAP sont moins fréquentes, la part des atteintes enregistrées pour lesquelles la victime a déposé plainte plus faible, les infractions plus souvent uniques. Les victimes de profession connue ne semblent donc pas représentatives de l'ensemble des victimes.

Ces différences peuvent être exploitées pour imputer la profession là où elle est manquante. On propose ainsi une méthode de redressement qui tienne compte des caractéristiques ayant un lien avéré avec la profession, parmi lesquelles on peut également citer le lieu de commission de l'infraction (e.g. une prison), les autres victimes de l'infraction et leur profession.

Pour imputer les professions manquantes, on utilise la méthode du hot-deck métrique (Caron, 2005 ; Vandershelden 2005) qui consiste à remplacer la valeur manquante par la valeur observée pour l'individu le plus proche (dit « donneur »). Cette proximité est calculée à partir de variables auxiliaires corrélées à la variable à imputer. La distance est la somme pondérée des distances partielles entre chaque variable auxiliaire et la variable à imputer. Le poids correspond à une mesure de la corrélation entre la variable à imputer et la variable auxiliaire : le V de Cramer. La distance partielle est fixée à 1 si la variable auxiliaire prend la même valeur pour le donneur potentiel et le receveur, 0 sinon.

Les variables auxiliaires sont choisies parmi l'ensemble des informations présentes dans la procédure. Elles doivent être renseignées pour tous les individus, et ne doivent pas être trop corrélées entre elles, afin de ne pas surestimer le poids attribué à chacune d'elles. Or, le fait que l'infraction soit commise dans l'exercice de la profession apparaît très lié avec plusieurs des variables auxiliaires potentielles. Par conséquent, l'imputation sera réalisée séparément sur 4 groupes de victimes : les victimes d'infractions à PDAP, les victimes d'infractions à CMSP, les victimes d'infractions dont le mode opératoire uniquement indique un lien avec la profession, et les autres victimes. Les victimes de profession manquante dont la natinf mentionne une profession spécifique (professionnel de santé, élu, pompier, personne exerçant une activité privée de sécurité) n'ont pas fait l'objet d'un traitement par hot deck mais ont été automatiquement classées dans les regroupements correspondants, malgré les réserves exprimées au 2.b.

Les variables retenues pour la mise en œuvre de la méthode sont les suivantes : l'âge, le sexe et la nationalité de la victime, la taille de l'unité urbaine de commission du fait, le type de l'infraction de référence de la victime (violence physique avec ou sans ITT, violence verbale), l'existence d'une plainte de la victime, le nombre d'autres victimes de l'infraction, le nombre de mis en cause pour l'infraction, la présence d'une autre infraction dans la procédure. Le lieu de commission de l'infraction et la profession des éventuelles autres victimes ne sont pas toujours connus. Mais, afin de tirer parti de ces informations lorsqu'elles sont présentes, la procédure est mise en œuvre sur 4 sous-groupes de receveurs ayant chacun leur « vivier » de donneurs. Si le lieu est connu pour le receveur, seuls les

donneurs dont le lieu est aussi connu sont retenus. Si le lieu n'est pas mentionné, tous les individus peuvent être donneurs. Il en est de même pour la profession des autres victimes.

Dans 83 % des cas, le receveur a un ou plusieurs donneurs dont toutes les caractéristiques sont identiques. Dans ce cas, un donneur est tiré au sort parmi ceux-ci. Dans les autres cas, le donneur le plus proche est sélectionné ou tiré au sort parmi les plus proches.

#### **Encadré 2 : Le redressement de la modalité « autre profession » dans les données enregistrées par les services de gendarmerie**

En gendarmerie nationale, la profession est toujours indiquée, mais la modalité « autre profession » est nettement plus utilisée que côté police nationale (8,2 % des victimes, contre 1,1 %). Il est possible que cette modalité mélange des professions inconnues de l'agent saisissant la procédure et des erreurs de codage. La modalité « autre profession » représente seulement 3 % des victimes d'infraction envers PDAP, mais 14 % des victimes d'infraction envers CMSP. Dans ces deux types de situations, l'examen des résumés d'un échantillon de procédures montre que la profession des victimes y est généralement mentionnée, et qu'il s'agit le plus souvent d'une profession existant dans la nomenclature GN. En particulier, pour ce qui est des infractions à PDAP, on retrouve de nombreux surveillants pénitentiaires parmi les « autres professions ». Une correction est donc jugée nécessaire.

Par conséquent, la méthode du hot deck métrique a été mise en œuvre sur le champ des atteintes à PDAP ou CMSP pour imputer une profession de la nomenclature aux "autres professions". Concernant les autres infractions, le résumé de procédure est peu informatif quant à la profession, il reste donc difficile de différencier les vraies « autres professions » des professions mal codées. Aussi, ces professions ont été laissées dans la catégorie « Autre ». La répartition finale par profession est peu affectée par le correctif appliqué en GN, les volumes en jeu étant réduits. En revanche, les volumes d'atteintes ciblant certaines professions (les surveillants pénitentiaires notamment) sont significativement augmentés par ce redressement.

## 4. Une nouvelle répartition des professions après redressement des données

### a. Effet du redressement sur la répartition des victimes par professions

Au sein des 4 groupes d'atteintes (PDAP / CMSP / mode opératoire / autres) redressés séparément, la répartition par groupe professionnel des atteintes enregistrées par les services de police est assez similaire avant et après imputation. La répartition globale est en revanche nettement affectée, en raison d'un effet de structure : la part des atteintes à PDAP et plus généralement des atteintes dans l'exercice de la profession est bien moins importante parmi les professions manquantes, d'où une proportion de policiers parmi les victimes significativement diminuée par l'imputation, de 28 % à 23 % (Tableau 4). La part des autres professions particulièrement touchées dans le cadre professionnel (policier municipal, surveillant pénitentiaire, gendarme, agent de transport) parmi les victimes diminue également après imputation. A l'inverse, la part des chômeurs et inactifs est augmentée.

Tableau 4 : Répartition par profession des victimes de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), délictuelles ou criminelles, avant imputation (profession saisie) et après imputation

	PN		GN		Total	
	Avant	Après	Avant	Après	Avant	Après
Policier national	28,0	23,1	0,4	0,4	15,9	15,1
Policier municipal	4,9	4,0	1,9	2,1	3,6	3,3
Surveillant de l'administration pénitentiaire	2,0	1,7	1,6	1,8	1,8	1,7
Gendarme	0,2	0,1	18,2	18,5	8,0	6,6
Pompier	1,2	1,2	0,8	1,0	1,0	1,1
Autre militaire	0,3	0,4	0,9	0,9	0,6	0,6
Autre métier de la sécurité	2,0	2,1	0,8	0,9	1,5	1,7
Agent des transports	4,2	3,7	0,8	0,8	2,7	2,7
Personnels de santé libéraux ou salariés	2,8	3,0	2,9	3,0	2,8	3,0
Spécialiste de l'intervention socio-éducative, de l'animation socio-culturelle et des loisirs	2,6	2,5	2,2	2,4	2,4	2,5
Professeur ou autre personnel d'éducation	2,6	2,5	2,7	2,9	2,6	2,7
Modalité « Fonctionnaire »	1,1	1,1	0,5	0,5	0,8	0,9
Fonctionnaire du ministère de l'intérieur	1,2	1,0	0,0	0,0	0,7	0,7
Intervention sociale et aide domestique	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	0,8
Elu	0,4	0,4	1,4	1,5	0,9	0,8
Chômeur, inactif autre que retraité	12,1	14,2	14,8	14,8	13,3	14,4
Retraité	2,6	3,1	6,1	6,2	4,2	4,2
Elève, étudiant	3,8	4,9	3,3	3,3	3,6	4,3
Modalité 'autre profession'	1,6	2,0	8,2	6,1	4,5	3,4
Autre	25,9	28,4	31,5	32,0	28,4	29,7
Ensemble des professions	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble (nombre de victimes)	150300	216000	116400	116400	266700	332400

Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrées par la police et la gendarmerie

Champ : personnes âgées de 18 ans ou plus à la fin de l'année 2021, France

Note de lecture : avant imputation, les policiers représentent 28 % des victimes de profession connue enregistrées par les services de police en 2021, contre 23 % de l'ensemble des victimes enregistrées par les services de police après imputation d'une profession lorsque celle-ci est manquante.

Pour ce qui est des victimes enregistrées par les services de gendarmerie, la correction de la modalité « autre profession » pour les atteintes à PDAP ou CMSP (Encadré 2) a peu d'effet sur la répartition par profession, les volumes concernés étant faibles relativement à l'ensemble des atteintes considérées.

La part des pompiers, gendarmes, surveillants pénitentiaires et policiers municipaux est un peu plus forte après correction de la modalité « autre profession ».

La répartition de l'ensemble des atteintes enregistrées en police et en gendarmerie varie légèrement : la part des policiers passe de 16 % à 15 %. La part des gendarmes diminue de 1,4 point pour atteindre 6,6 %, rares étant les atteintes envers ces derniers enregistrées en zone police.

#### b. Une répartition des victimes par profession stable depuis 2016

La police et la gendarmerie nationales ont enregistré 332 400 victimes de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales) en 2021. Entre 2016 et 2021, le nombre de victimes enregistrées pour ce type de violences a augmenté en moyenne de 3,5 % par an. Après redressement, la répartition par profession des victimes concernées est relativement stable entre 2016 et 2021 (Tableau 5).

Quelques professions se démarquent par une part importante et constante de victimes enregistrées dans les procédures par la police et la gendarmerie nationales. Il s'agit notamment des policiers nationaux ou municipaux et des gendarmes, qui représentent au total un peu plus d'un quart des victimes : 24,5 % en 2016, 26,1 % en 2019 et 25,1 % en 2021.

Cette prévalence des atteintes aux policiers nationaux, municipaux et gendarmes peut être mise en regard de leurs effectifs. Ces comparaisons sont néanmoins fragiles car les données ne sont pas produites suivant les mêmes concepts (cf. infra).

Au 31 décembre 2019, les collectivités locales emploient un peu moins de 32 000 policiers municipaux (agents de surveillance de la voie publique inclus) et l'Etat emploie 224 000 policiers et gendarmes nationaux, soit au total moins de 1 % de la population de 18 ans ou plus (Insee, 2021).

Par comparaison avec leur part parmi les victimes (26 % des victimes en 2019 pour moins de 1 % de la population), on peut ainsi estimer que les atteintes à l'encontre des forces de sécurité enregistrées par les services de police et de gendarmerie sont entre 50 et 60 fois plus fréquentes que pour l'ensemble de la population.

A la même date, le ministère de la justice emploie un peu plus de 29 000 surveillants pénitentiaires, soit 10 fois moins que l'ensemble des policiers et des gendarmes. En proportion, les surveillants pénitentiaires sont un peu moins victimes des violences physiques et verbales que les policiers et gendarmes (entre 30 et 40 fois plus que la moyenne de la population).

Certains regroupements de professions présentés Tableau 5 ont été construits de manière à se rapprocher de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS), utilisée généralement pour décrire la structure de la population ou du marché du travail, ce qui permet de comparer la structure socio-professionnelle des victimes concernées ici à celle de la population.

Ainsi, les enseignants et autres personnels d'éducation représentent environ 2,7 % de la population majeure entre 2016 et 2018<sup>9</sup>. Rapportées aux effectifs, les atteintes enregistrées par les services de police et de gendarmerie ne semblent donc pas plus nombreuses parmi les enseignants que dans l'ensemble de la population sur la même période.

Les personnels de santé représentent 2,5 % des victimes enregistrées entre 2016 et 2018, soit presque deux fois moins que leur part dans la population majeure entre 2016 et 2018 (4,6 % environ<sup>9</sup>).

Les retraités représentent moins de 4 % des victimes enregistrées entre 2016 et 2018, alors qu'ils constituent près d'un tiers de la population majeure sur la même période. A l'inverse, les chômeurs et inactifs autres que retraités semblent surreprésentés parmi les victimes enregistrées, puisqu'ils constituent 15 % des victimes entre 2016 et 2018, contre 8 % de la population majeure<sup>9</sup>. Il est toutefois

---

<sup>9</sup> Source : enquêtes cadre de vie et sécurité (CVS) 2017 à 2019

possible qu'il existe une certaine porosité entre les retraités et les autres inactifs dans les données enregistrées par les services de police et de gendarmerie.

### c. Des comparaisons entre professions difficiles à interpréter pour de multiples raisons

Il convient de rappeler que ces comparaisons portent sur les données enregistrées par les services de police et de gendarmerie, et ne constituent donc pas une mesure de la victimation. En effet, la propension à déposer plainte après un acte de violence n'est pas la même suivant les catégories professionnelles. En effet, un policier pourra appréhender l'auteur des faits et bénéficier de la solidarité de collègues pour mener à bien une procédure dont il aura une meilleure connaissance, tandis qu'un enseignant, par exemple, pourrait souhaiter en premier recours qu'une réponse soit apportée dans le cadre scolaire. Pour un policier ou gendarme, la procédure pénale sera un recours plus naturel, faisant partie de la culture professionnelle. Ainsi, selon les enquêtes de victimation, la propension à déposer plainte est deux à trois fois plus élevée chez les policiers et les gendarmes que la moyenne des personnes en emploi en cas de violences physiques ou verbales, à l'inverse des enseignants dont le taux de dépôt de plainte pour ces atteintes est légèrement inférieur au taux de dépôt de plainte moyen (Moreau et Juillard, 2022). Ces différences peuvent biaiser fortement les comparaisons.

Par ailleurs, la liste des professions utilisée dans les logiciels de rédaction de procédure comporte 1144 professions, avec des modalités génériques et leurs déclinaisons, rendant le classement des professions plus ou moins précis (Encadré 1). En outre, cette liste de professions n'est pas emboîtée dans les nomenclatures usuelles de métiers (e.g. catégories socio-professionnelles, Encadré 1). La comparaison entre la population des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie nationale et la population générale, esquissée plus haut, ne peut donc pas être systématisée. Or cette comparaison est nécessaire pour évaluer le risque d'être victime de violences physiques et verbales en fonction de la profession.

De surcroît, la répartition des victimes est en partie biaisée par les dispositions juridiques particulières envers certaines professions, PDAP, CMSP en particulier. Lorsqu'une victime exerçant l'une de ces professions est visée « dans l'exercice ou du fait de ses fonctions, lorsque la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur »<sup>10</sup>, ce motif d'agression constituera une circonstance aggravante pouvant transformer certaines contraventions en délit. Comme les contraventions ne sont pas incluses dans le champ de cette analyse (Encadré 1), ceci augmente mécaniquement la part des victimes exerçant ces professions spécifiques (Tableau 5) : les professions ne sont pas comparées sur un champ d'atteintes identique. Cette inégalité de traitement entre professions pourra être résolue lorsque le SSMSI aura accès à l'ensemble des contraventions (actuellement, seule la police nationale est en mesure de fournir des informations sur les contraventions).

Enfin, le repérage des élus victimes dans les données administratives peut se faire via la variable profession, qui comporte plusieurs modalités correspondant à des élus, en particulier député, sénateur, maire, adjoint au maire. Toutefois, un mandat électif n'est pas en soi une profession et les élus sont donc susceptibles d'exercer une autre activité. Il est donc possible qu'un élu dans ce cas de figure soit enregistré sous cette autre profession (Encadré 3).

---

<sup>10</sup> [articles 222-7 à 222-16-3 du Code pénal](#) définissant les violences volontaires



*Tableau 5 : Evolution de la répartition par profession des victimes de violences physiques ou verbales (hors violences sexuelles ou intrafamiliales), délictuelles ou criminelles enregistrées en commissariat et gendarmerie entre 2016 et 2021, après imputation*

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Policier national	16,3	16,7	17,4	16,8	16,3	15,1
Policier municipal	3,0	3,1	3,1	3,1	3,6	3,3
Surveillant de l'administration pénitentiaire	1,9	1,9	2,0	2,0	1,7	1,7
Gendarme	5,2	5,5	5,8	6,2	7,6	6,6
Pompier	0,7	0,8	1,1	1,2	1,3	1,1
Autre militaire	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6
Autre métier de la sécurité	1,7	1,7	1,6	1,6	1,5	1,7
Agent des transports	3,2	3,0	2,8	3,0	2,4	2,7
Personnels de santé libéraux ou salariés	2,5	2,5	2,7	2,9	2,9	3,0
Spécialiste de l'intervention socio-éducative, de l'animation socio-culturelle et des loisirs	2,5	2,4	2,3	2,4	2,3	2,5
Professeur ou autre personnel d'éducation	2,8	2,7	2,5	2,5	2,1	2,7
Modalité « Fonctionnaire »	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9
Fonctionnaire du ministère de l'intérieur	1,2	1,1	0,9	0,8	0,7	0,7
Intervention sociale et aide domestique	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8
Elu	0,4	0,4	0,5	0,5	0,8	0,8
Chômeur, inactif autre que retraité	15,5	15,0	14,5	14,5	14,9	14,4
Retraité	3,8	3,8	3,9	3,8	4,1	4,2
Elève, étudiant	4,2	4,4	4,3	4,1	3,7	4,3
Modalité 'autre profession'	3,2	3,3	3,3	3,4	3,5	3,4
Autre	29,5	29,3	29,0	29,0	28,5	29,7
Ensemble des professions	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>Ensemble (nombre de victimes)</i>	<i>280 400</i>	<i>288 600</i>	<i>314 600</i>	<i>324 800</i>	<i>315 800</i>	<i>332 400</i>

*Source : SSMSI, base des victimes de crimes et délits enregistrées par la police et la gendarmerie*

*Champ : personnes âgées de 18 ans ou plus à la fin de l'année d'enregistrement, France*

*Note de lecture : les policiers représentent 15,2 % des victimes enregistrées par les services de police et de gendarmerie en 2021, contre 16,3 % en 2016*

Ce travail pourrait également être complété par une analyse textuelle des résumés de procédure. L'analyse de plusieurs échantillons de résumés de procédures pour les besoins de cette étude a en effet montré que ceux-ci peuvent mentionner les circonstances des faits et la profession des victimes. Une telle étude permettrait d'apprécier la qualité de saisie du lien entre l'infraction et le métier des



victimes, information primordiale pour estimer la victimation enregistrée liée à certaines professions, puis d'évaluer la précision du modèle d'imputation des professions retenu ici.

### **Encadré 3 : Le cas particulier des élus**

Le repérage des élus victimes dans les données administratives peut se faire via la variable profession, qui comporte plusieurs modalités correspondant à des élus, en particulier député, sénateur, maire, adjoint au maire. Toutefois, un mandat électif n'est pas en soi une profession et les élus sont donc susceptibles d'exercer une autre activité. Il est donc possible qu'un élu dans ce cas de figure soit enregistré sous cette autre profession.

Certaines atteintes aux élus dans l'exercice de leur fonction sont classées selon une nature d'infraction où la qualité d'élu figure explicitement, comme les menaces, ou les violences visant à obtenir de l'élu une décision favorable. Or, si en 2021 les deux tiers des victimes de ces atteintes sont bien enregistrées dans les bases de la police et de la gendarmerie sous une profession d'élu, cette dernière est manquante pour 11 % des victimes, 5 % apparaissent dans la modalité « autre profession », 5 % dans la modalité « retraité », les autres appartenant à diverses autres professions. En extrapolant ce résultat où la qualité d'élu de la victime est connue autrement que par la profession renseignée, on peut imaginer que sur l'ensemble des atteintes, dans un tiers des cas, un élu victime dans le cadre de son mandat n'est pas mentionné comme tel dans la procédure.

80 % des atteintes aux victimes identifiées comme élues, sont classées suivant des natures d'infraction plus générique, notamment celles qualifiant les atteintes à personne dépositaire de l'autorité publique (PDAP) ou à personne chargée de mission de service public (CMSP). Ainsi, parmi les élus (identifiés comme tels dans les bases de la police et de la gendarmerie) victimes de violences physiques ou verbales pour lesquelles un lien avec la profession est précisé lors de la saisie en commissariat ou en gendarmerie, 56 % des infractions font état d'une atteinte à PDAP, 26 % d'une atteinte à CMSP et seulement 17 % d'une atteinte envers un élu plus spécifiquement. Ainsi, la nature d'infraction ne peut pas se substituer à la profession renseignée pour identifier les élus parmi les victimes.

Pour ces deux raisons, le repérage des atteintes aux élus ne peut être exhaustif. D'une part les élus ne sont pas systématiquement mentionnés comme tels lorsqu'ils sont victimes, d'autre part la majorité des atteintes aux élus ne sont pas répertoriées suivant des natures d'infractions spécifiques.

## Bibliographie

Caron, N. (2005) : La correction de la non-réponse par repondération et par imputation, Document de travail de la Direction des Statistiques Démographiques et Sociales de l'Insee, n°M0502.

Juillard M. (2022) « Violences physiques et verbales enregistrées par les services de sécurité depuis 2016 : une première approche des victimes par profession » - Interstats info rapide n° 21, SSMSI juillet 2022

Insee (2021), « Professionnels de la sécurité et de la justice » (p. 163 à 175), dans Sécurité et société, édition 2021, Insee Références

Moreau A. et Juillard M. (2022) « Les atteintes contre les forces de sécurité intérieure » - Interstats Analyse N°42, SSMSI février 2022

Vandershelden, M. (2005) : Homogamie et choix du conjoint - Traitement de la non-réponse, imputation de variables qualitatives corrélées, Document de travail de la Direction des Statistiques Démographiques et Sociales de l'Insee, n°F0505